



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Editorial

M. Egizio Valceschini, Monsieur Jean-Christophe Bureau

Citer ce document / Cite this document :

Valceschini Egizio, Bureau Jean-Christophe. Editorial. In: Économie rurale. N°267, 2002. p. 4;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_2002_num_267_1_5288

Fichier pdf généré le 09/05/2018

ÉDITORIAL

Ce numéro apporte des éléments de réflexion nouveaux sur les échanges agricoles et les négociations internationales, tirant leur origine des travaux économiques et juridiques les plus récents. Ils sont issus du colloque qui s'est déroulé à Paris, en février 2001, sur le thème *Agriculture et commerce international*. Organisé conjointement par la SFER, le CEPII, Centre d'études prospectives et d'informations internationales, l'INRA, Institut national de la recherche agronomique, le Groupe de recherches « Économie et finances internationales » du CNRS, Centre national de la recherche scientifique et l'INA P-G, Institut national agronomique Paris-Grignon, ce colloque a bénéficié des apports d'un important programme de recherche coordonné par l'INRA. Comme à notre habitude, ce n'est qu'après avoir été soumises aux procédures éditoriales, d'expertise, de sélection et d'amélioration d'*Économie rurale*, que certaines contributions à ce colloque sont maintenant publiées dans le présent numéro sous forme d'articles. D'autres le seront dans des numéros ultérieurs, d'autres encore seront publiés dans un numéro spécial d'Économie internationale, la revue du CEPII. Nous remercions toutes ces institutions pour leur confiance et leur participation, et tout particulièrement l'INRA qui a contribué à financer la publication de ce numéro. Nos remerciements vont également au comité d'organisation de ce colloque, Antoine Bouët, CEPII et Université de Pau; Jean-Christophe Bureau, INA P-G; Jean-Pierre Butault, INRA; Jacques Le Cacheux, OFCE et Université de Pau.

Dix ans après un colloque organisé avec la profession agricole sur un thème similaire, les recherches réalisées depuis lors montrent comment les économistes agricoles français, travaillant sur les problèmes internationaux, ont développé des outils de simulation, d'expertise, qui leur faisaient à l'époque défaut. On remarque également l'intérêt croissant pour la question agricole, souvent au centre des négociations commerciales régionales ou multilatérales, de la part d'universitaires et de chercheurs dont ce n'était pas le champ de recherches traditionnel. Il faut aussi souligner la forte progression de l'insertion des économistes français dans des réseaux internationaux, ainsi qu'un partenariat, certes encore timide, avec les décideurs publics. On peut affirmer que les économistes français abordent un nouveau cycle de négociation commerciale de manière plus efficace qu'il y a dix ans.

Pourtant, certains problèmes, résolus dans d'autres pays, subsistent en France. La collaboration des chercheurs avec les administrations reste bien plus faible que ce que l'on peut trouver aux États-Unis. Il faut probablement en chercher les principales raisons dans les obstacles institutionnels ou administratifs et dans le manque d'incitations à travailler ensemble. Par ailleurs, en ce qui concerne le champ de l'analyse des marchés mondiaux, de la conjoncture et de la prospective, l'expertise développée en France en dix ans reste faible par rapport à celle d'autres pays. On peut craindre que de ce fait, les négociateurs français ne disposent pas pour soutenir leurs dossiers, d'outils suffisants et d'une analyse économique aussi poussée que celle de leurs partenaires. Articuler davantage la recherche et la décision publique est, dans le domaine du commerce international, un défi pour les dix prochaines années. Puissent les universitaires, parfois plus intéressés par la reconnaissance académique que par une économie en prise avec les enjeux concrets, et les hauts fonctionnaires français, souvent tentés par le traitement politique des dossiers au détriment d'une analyse économique qui est pourtant un langage universel de négociation, le relever ensemble à l'avenir ■

Egizio VALCESCHINI
Président du comité de rédaction

Jean-Christophe BUREAU
Coordonnateur